



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025-09 – 04 - 00008

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SARL TEYSSIER ALBERT
404 avenue du 11 Novembre 1918
40250 SOUPROSSE

prescription d'un diagnostic de pollution des sols, d'un suivi de la qualité des eaux
souterraines et d'une étude de stabilité relatifs à
l'exploitation d'une installation de lavage de citernes
ZI de Trixe – 82710 BRESSOLS
AIOT n° 00068004776

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 07-917 du 22 mai 2007 modifié portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement au profit de la SARL TEYSSIER ALBERT, ZI de Trixe 82710 BRESSOLS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2019-11-21-002 du 21 novembre 2019 modifiant les prescriptions techniques de l'auto-surveillance de l'installation de la SARL TEYSSIER ALBERT, ZI de Trixe 82710 BRESSOLS ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 02 avril 2025 de la visite d'inspection du 24 mars 2025, transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitation du site est à l'origine de rejets des eaux vers le milieu naturel de couleur noirâtre, présentant également des nuisances olfactives ;

Considérant qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à l'exploitant pour mieux évaluer la pollution engendrée par les activités du site sur les eaux superficielles et souterraines ;

Considérant qu'il a lieu d'évaluer le dimensionnement des dispositifs de traitement des effluents susceptible d'être pollués ;

Considérant qu'au moins une des cuves de traitement des eaux résiduaires présente des traces de corrosion pouvant affecter sa stabilité ;

Considérant que le préfet peut fixer des prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, en application de l'article L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à quantifier le niveau d'une éventuelle pollution du fossé longeant le site afin d'assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 et de prévenir un accident lié au vieillissement des installations ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Identification

La SARL TEYSSIER ALBERT, dont le siège social est situé 404 avenue du 11 novembre 1918 – 40250 SOUPROSSE, qui est autorisée à exploiter, ZI de Trixe – 82710 BRESSOLS, une installation de lavage de citernes est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Diagnostic de pollution et de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant fait réaliser un diagnostic de sol et de la qualité des eaux souterraines dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté et le transmet au préfet de Tarn-et-Garonne ainsi qu'à l'inspection des installations classées accompagné d'un plan de gestion de la pollution sous un délai de 3 mois.

ARTICLE 3 : Diagnostic de pollution et de la qualité des eaux souterraines

Le diagnostic de sol et de la qualité des eaux souterraines est réalisé par un bureau d'étude spécialisé dans le domaine des sites et sols pollués.

L'exploitant notifie par courrier à monsieur le préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de **quinze jours** le nom du bureau d'étude choisi en justifiant de ses compétences en matière de sites et sols pollués et le détail du programme d'investigation en justifiant de la suffisance de ce programme (substances recherchées, maillage et profondeur des sondages de sols, descriptif précis du réseau de surveillance des eaux souterraines...).

Les prélèvements sont réalisés a minima sur les matrices suivantes : eaux superficielles, eaux souterraines, sols et sédiment.

Les points de prélèvement concernent a minima le point de rejet et le fossé longeant le site.

Les paramètres recherchés comprennent a minima :

- Éléments traces Métalliques (Arsenic, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb et zinc),
- Hydrocarbures totaux - fraction C5-C40 (HCT),
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (16 composés),
- BTEX composés Aromatiques Volatils (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène),
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COVH),
- PCB (polychlorobiphényles 7 congénères).

ARTICLE 4 : Stabilité des ouvrages

L'exploitant fait réaliser dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, une étude de la stabilité des installations de traitement, visant à s'assurer que les équipements permettent une exploitation sans risque de fissuration, déplacement ou prise de gîte des bacs et canalisations présents sur le site.

L'exploitant met en place, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, les éventuelles mesures préconisées dans l'étude. Ce délai pourra être revu après accord du Préfet, au vu des résultats de l'étude et sur demande de l'exploitant, comprenant un calendrier de réalisation, accompagné des pièces justificatives, dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais impartis aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées.

ARTICLE 6 : Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 : Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est déposé à la mairie de Bressols pour y être consultée par tout intéressé. Il sera affiché pendant une durée d'un mois aux emplacements habituels d'affichage. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture. Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie et le maire de Bressols sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera notifiée au gérant de la SARL TEYSSIER ALBERT.

Fait à Montauban, le
Le préfet

04 SEP. 2025

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale

Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.